

« *A Safe and Secure Canada* ». *Politique et enjeux sécuritaires au Canada depuis le 11 septembre 2001*, Éric TABUTEAU et Sandrine TOLAZZI, (dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Canadian Studies/Études canadiennes, n° 22, 187 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 43, numéro 2, juin 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011569ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011569ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (2012). Compte rendu de [« *A Safe and Secure Canada* ». *Politique et enjeux sécuritaires au Canada depuis le 11 septembre 2001*, Éric TABUTEAU et Sandrine TOLAZZI, (dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Canadian Studies/Études canadiennes, n° 22, 187 p.] *Études internationales*, 43(2), 306–308. <https://doi.org/10.7202/1011569ar>

vérité, la justice, la constitution et la loi, ou encore la philosophie et la science politique. Le livre souligne ainsi l'importance des aspects culturels, ethniques et sociaux des communautés de l'Afrique subsaharienne. Le nombre de conflits armés depuis 1945 et autant de coups d'État conduisent à s'interroger, d'une part, sur la capacité des mécanismes de prévention et de résolution des conflits à garantir la paix et, d'autre part, sur les voies alternatives et novatrices de sortie de crise (p. 287-288). L'espoir est que l'Afrique puisse résoudre ses propres conflits et les problèmes de sécurité en vue de maintenir la paix et le développement. En ce sens, le livre fournit une meilleure compréhension des drames que vit aujourd'hui ce continent.

Raúl BERNAL-MEZA  
Universidad Nacional del Centro  
de la Provincia de Buenos Aires  
Argentina

## RÉGIONS – AMÉRIQUE

### « A Safe and Secure Canada ». Politique et enjeux sécuritaires au Canada depuis le 11 septembre 2001

Éric TABUTEAU et Sandrine TOLAZZI,  
(dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter  
Lang, coll. *Canadian Studies/Études  
canadiennes*, n° 22, 187 p.

Les grands tournants dans les relations entre deux États sont rarement causés par un événement externe ; le plus souvent, ils sont le résultat d'une évolution peu perceptible ou déjà en cours. Or, récemment un événement a contredit cette affirmation : les relations entre le Canada et les États-Unis ont été directement influencées par ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 à New York et à Washington. Ces événements ont traumatisé les Américains, et c'est la perception qu'ils ont de leur propre

vulnérabilité qui a obligé le gouvernement du Canada à revoir sans cesse l'état de ses relations bilatérales avec son géant voisin. Une décennie plus tard, des chercheurs canadiens et français ont décidé de s'interroger sur les changements qui ont eu lieu, mais aussi de se demander dans quelle mesure ces relations assurent la sécurité du Canada compte tenu de la signification en matière de sécurité étatique et individuelle des attentats aux États-Unis. Ces interrogations doivent, de plus, tenir compte d'une série d'asymétries qui, plus qu'auparavant, pèsent sur la recherche de solutions au phénomène du terrorisme qui n'applique aucune discrimination quant à ses cibles.

Cet ouvrage bilingue de neuf essais ne prétend pas répondre à toutes les questions et parcourt une gamme de sujets liés au terrorisme et aux relations canado-américaines. Éric Tabuteau et Sandrine Tolazzi signalent dans l'introduction un paradoxe qui ressort du défi du terrorisme et qui va encore faire couler beaucoup d'encre : le fait que la question de sécurité, envisagée dans la liberté, engendre, par le renforcement des dispositifs de sécurité, des menaces à cette même liberté. C'est sur ce second aspect que se penchent la plupart des auteurs.

Les Canadiens ont vite constaté que la sécurité à l'heure du terrorisme n'est pas une question nationale, mais plutôt une question continentale, dont la solution a été dictée, voire imposée, après le 11 septembre par les décisions américaines d'assurer leur sécurité nationale. Celle-ci est définie désormais comme *homeland security*, concept que d'aucuns perçoivent comme ayant créé une « forteresse Amérique » au sud de notre frontière. C'est de là que s'est opéré un tournant brusque dans les relations,

comme le signale David Haglund, puisque la plus grande modification dans les relations apparaît justement à la frontière entre les deux pays. Le renforcement de cette frontière en est le résultat, issu de la crainte qu'un attentat aux États-Unis venant du Canada aurait de graves conséquences de part et d'autre de la frontière et modifierait sensiblement les relations bilatérales. Pour cette raison, la frontière n'est plus ouverte comme dans le passé, mais son renforcement, paradoxalement, rend possible une plus grande sécurité pour les deux pays. Et Haglund de conclure que la communauté de sécurité qui avait défini les relations canado-américaines dans le passé peut néanmoins perdurer avec ces nouvelles mesures de sécurité.

Pierre-Alexandre Beylier détaille les mesures prises par les États-Unis en vue de créer une « frontière intelligente » qui doit, en principe, apporter un haut degré de sécurité tout en assurant la fluidité des échanges. Il dresse cependant un bilan négatif. C'est l'atteinte aux échanges commerciaux qui en est la conséquence négative la plus importante et qui constitue, et ce, pas non seulement pour les milieux d'affaires canadiens, le vrai défi de sécurité au Canada, plus grand qu'une attaque terroriste. Les milieux d'affaires prônent une solution qui consiste à travailler vers une plus grande intégration des économies nord-américaines. Il n'est pas étonnant qu'une telle politique suscite une réaction dans certains milieux nationalistes et qu'elle provoque un débat public soutenu par l'ouvrage de Maude Barlow *Too Close for Comfort : Canada's Future within Fortress North America* qu'Éric Tabuteau analyse en détail. Barlow montre comment une intégration porterait atteinte aux valeurs chères aux Canadiens et risquerait d'accroître les inégalités au sein du pays.

Les enjeux qui résultent des événements du 11-Septembre sont ainsi multidimensionnels et ne se limitent pas aux mesures de sécurité proposées par les Américains.

Quel régime de sécurité le Canada devrait-il alors adopter qui serait avantageux sur le plan économique et social sans mettre en cause les relations avec les États-Unis, compte tenu de leur désir de maximiser leur sécurité contre toute attaque terroriste ? Aucune réponse définitive n'est donnée dans le reste de l'ouvrage, mais l'examen de certains aspects découlant de cette question révèle d'autres enjeux et pistes de recherche. Benjamin Zyla constate que les mesures prises par le Canada jusqu'à maintenant le situent entre le régime américain, plutôt dur, et celui de l'Union européenne, plutôt mou. Alexia Venouil explique comment l'élection du Parti conservateur canadien a mené à une véritable politisation de la sécurité publique pour devenir un enjeu électoral. Sandrine Tolazzi étudie l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IVHO), une des mesures mises en place par les États-Unis dans le but de protéger les frontières américaines tout en permettant les échanges commerciaux, et montre comment elles ont des répercussions sérieuses sur les populations autochtones. Valéry Kossov se penche sur les enjeux de sécurité dans l'Arctique et la lecture qu'on en retire dans le discours médiatique et politique au Canada et en Russie. Enfin, Shaeda Isani fait une analyse de la série télévisée canadienne *The Border* comme miroir des préoccupations canadiennes en matière de sécurité et examine les effets de ces préoccupations sur les relations canado-américaines.

Force est de constater qu'une décennie est une période très courte pour pouvoir déceler nettement l'ampleur des changements provoqués par les attentats

du 11 septembre 2001 même s'il est déjà clair que certaines mesures définissent la politique canadienne. Il faut aussi reconnaître que le sujet est très vaste et qu'il n'est pas facile, surtout dans un ouvrage collectif, de cerner tous ses aspects. Malgré l'hétérogénéité des contributions, cet ouvrage mérite une lecture attentive.

*Stanislav KIRSCHBAUM*  
Département d'études internationales  
Université York, Collège Glendon  
Toronto

## RÉGIONS – EUROPE

### The Rise of the Networking Region

*Harald BALDERSHEIM, Are Vegard HAUG et Morten Øgård (dir.), 2011, Burlington, VT, Ashgate, 192 p.*

Au cours des trois dernières décennies, la région a été redécouverte comme une catégorie importante d'analyse économique qui est d'un grand intérêt politique dans le système international. Il s'agit ici, aussi, d'un processus qui a été renforcé par la tendance à la décentralisation de l'État. Le rôle des réseaux régionaux (aux niveaux continental et subnational) est fondamental pour comprendre les changements et les développements économiques et politiques et doit être analysé à la lumière d'autres changements, comme ceux qui se sont produits dans les domaines des technologies de l'information, de la restructuration des processus de production et dans le cadre du capitalisme de libre marché et insouciant en matière sociale ou « sans engagements sociaux ». Toutefois, ce processus n'est pas homogène dans l'économie politique internationale, et en Europe, comme le souligne Baldersheim, il y a différents points de vue et perspectives de ce qu'est le régionalisme.

En dix chapitres, un groupe de chercheurs coordonné par Baldersheim et Øgård se sont proposés d'analyser et de comprendre les processus de construction régionale dans les pays nordiques, dans une perspective *bottom-up*. À cette fin, une attention particulière est accordée au rôle des acteurs politiques comme agents de développement. Comme les directeurs de l'ouvrage le soulignent, les théories qui façonnent le débat sur les politiques de développement régional sont actuellement celles de la société de l'information et du rôle de la « classe créative », les perspectives culturalistes et les modèles de la dynamique institutionnelle. Les chercheurs discutent ainsi ce que sont les politiques spécifiques qui déterminent la politique en général, c'est-à-dire l'émergence de nouvelles politiques de développement régional qui créent des pressions sur les structures institutionnelles existantes en rendant nécessaires de nouveaux modèles d'organisation qui conviennent mieux à la recherche de nouvelles actions.

L'idée principale est que les nouvelles options politiques et les nouveaux réseaux exercent des pressions sur les modes de gouvernance actuels et conduisent ainsi à des changements. Les auteurs font valoir que, dans le contexte de la mondialisation, la création des réseaux entre les régions permet à celles-ci d'affecter leurs ressources de façon nouvelle et de résoudre les problèmes ensemble, en surmontant les frontières institutionnelles. Toutes les régions ne sont cependant pas en mesure de relever le défi de devenir des piliers du développement local ou régional. Ainsi, Baldersheim cherche à répondre à la question de savoir quelles sont les politiques et options institutionnelles les plus susceptibles d'être adoptées ou mises